



**La préfète de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 30 octobre 2025

**Arrêté n° PAIC-2025-0088 du 30/10/2025**

**DÉCISION**

**prise en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement après examen au cas par cas  
du projet de modification des conditions d'exploitation de l'établissement de Bons-En-Chablais  
exploité par la société EXCOFFIER Recyclage  
(siret : 32702008700075)**

**VU** la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III,

**VU** l'article 62 de la loi pour un État au service d'une société de confiance entré en vigueur le 12 août 2018 en ce qu'il modifie le IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3,

**VU** l'arrêté de la ministre de l'Écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43,

**VU** le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie,

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009, modifié par arrêté préfectoral du 17 octobre 2013, autorisant et réglementant l'exploitation des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets par la société EXCOFFIER Recyclage dans son établissement situé 181 rue de Courchamp, 74 890 Bons-en-Chablais,

**VU** la demande d'examen au cas par cas établie par la société EXCOFFIER Recyclage, relatif à un projet de modification des conditions d'exploitation de son site de Bons-En-Chablais, reçue le 29 septembre 2025, dont il a été délivré accusé de réception le même jour et mise en ligne sur le site des services de la préfecture de la Haute-Savoie,

**CONSIDÉRANT** que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial contient une étude d'impact et a été soumis à enquête publique,

**CONSIDÉRANT** que la demande d'examen au cas par cas présentée par la société EXCOFFIER Recyclage porte sur l'augmentation des flux annuels de déchets autorisés à transiter sur le site, de 3400 à 20 000 tonnes pour les déchets correspondant à la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées et de 3000 à 15 000 tonnes pour les déchets correspondant la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que les modifications des conditions d'exploitation, objet de la demande d'examen au cas par cas présentée par la société EXCOFFIER Recyclage, ne sont pas soumises à évaluation environnementale au titre de la deuxième colonne du tableau de l'article R.122-2 du code de l'environnement, intitulée « Projets soumis à évaluation environnementale »,

**CONSIDÉRANT** que le projet, objet de la demande d'examen au cas par cas présentée par la société EXCOFFIER Recyclage, ne modifie ni le périmètre de l'établissement autorisé, ni les volumes d'activité autorisés par l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009 modifié par arrêté préfectoral du 17 octobre 2013 précités,

**CONCLUANT** qu'au vu de l'ensemble des informations et des caractéristiques du projet fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Décision**

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, les modifications des conditions d'exploitation du site industriel exploité par la société EXCOFFIER Recyclage, 181 rue de Courchamp, 74 890 Bons-en-Chablais, ne sont pas soumises à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2 : Autres obligations**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

### Article 3 : Publication

Madame la Préfète de la Haute-Savoie est chargée de l'exécution de La présente décision qui sera :

- notifiée à la société EXCOFFIER Recyclage
- mise en ligne sur le site des services de la préfecture de la Haute-Savoie.

La préfète,



Emmanuelle DUBÉE

#### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux ou RAPO	Recours contentieux
Madame la préfète de la Haute-Savoie Pôle Administratif des Installations Classées 3, rue Paul Guiton 74 000 Annecy	Monsieur le président du Tribunal administratif Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun PB 1135 38 022 Grenoble Cedex <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>